

ЭКОНОМИКО-ПРАВОВЫЕ АСПЕКТЫ ДЕПОПУЛЯЦИИ В СТРАНАХ БАЛТИИ

Г.Е. Попов,
г. Москва, Россия
Российский университет
дружбы народов им. Патриса Лумумбы

В статье рассмотрены аспекты депопуляции в Эстонии, Латвии и Литве, а также влияние оттока населения в более развитые страны ЕС, описано, влияние данного процесса на социально-экономическое развитие исследуемых стран, предложены меры по повышению населения. А также рассмотрены основные договоры и соглашения в рамках ЕС в области миграции и миграционной политики государств-членов Союза.

Ключевые слова: депопуляция страны Балтии, демографическая политика, миграционная политика.

ECONOMIC AND LEGAL ASPECTS OF DEPOPULATION IN THE BALTIC STATES

G. E. Popov,
Moscow, Russia
RUDN University

The article considers the aspects of depopulation in Estonia, Latvia, and Lithuania, as well as the impact of the outflow of population to more developed EU countries, describes the impact of this process on the socio-economic development of the countries under study, and proposes measures to increase the population. The article also considers the main treaties and agreements within the EU in the field of migration and migration policy of the Member States of the Union.

Key words: depopulation of the Baltic States, Demographic policy, migration policy.

ASPECTS ECONOMIQUES ET JURIDIQUES DU DEPOPULATION DANS LES ETATS BALTES

G. E. Popov,
Moscou, Russie
RUDN University

L'article examine les aspects de la dépopulation en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, ainsi que l'impact de l'exode de la population vers les pays plus développés de l'UE, décrit l'impact de ce processus sur le développement socio-économique des pays étudiés et propose des mesures pour augmenter la population. L'article examine également les principaux traités et accords au sein de l'UE dans le domaine de la migration et de la politique migratoire des États membres de l'Union.

Mots clés : dépopulation des États baltes, politique démographique, politique migratoire.

Le problème de l'exode des populations constitue une menace sérieuse pour le développement de tout État. Les principales causes de ce phénomène sont des facteurs économiques et sociaux. Les raisons économiques comprennent le faible niveau de vie, le taux de chômage élevé, les bas salaires et l'instabilité générale de la situation économique, qui ne permet pas aux citoyens de compter sur un développement professionnel et de carrière. Les causes sociales sont liées à la détérioration de la qualité de vie, de l'accès à l'éducation et à la médecine.

Tout d'abord, il y a une perte de personnel qualifié, ce qui affecte le développement des différents secteurs de l'économie. La réduction des recettes fiscales limite la capacité de l'État à

établir un budget et à financer des programmes sociaux. Le vieillissement de la population et la pénurie de main-d'œuvre entraînent une diminution de l'activité économique et un ralentissement de la croissance.

À cet égard, assurer une croissance démographique durable est une tâche importante pour maintenir la stabilité économique et sociale. La croissance démographique garantit la croissance économique en augmentant les ressources en main-d'œuvre, aide à maintenir un équilibre entre les citoyens actifs et les citoyens handicapés, et soutient la durabilité des systèmes de retraite et des systèmes sociaux. En outre, la croissance démographique accroît la compétitivité du pays sur la scène internationale, contribue à la préservation du patrimoine culturel et national et renforce les capacités de défense de l'État.

S'attaquer au problème de l'exode des populations et assurer la croissance démographique sont des tâches essentielles pour le développement réussi de tout État. À cet égard, la croissance démographique est importante pour un pays. Elle permet d'augmenter les ressources en main-d'œuvre et favorise le développement économique, contribue au rajeunissement de la pyramide des âges et à la réduction de la charge pesant sur le système de retraite, élargit le marché intérieur de la consommation, renforce le potentiel démographique et géopolitique de l'État[2].

Les États se caractérisent par une faible fécondité et une forte mortalité, ce qui, combiné à une émigration intensive, a entraîné une baisse de la population. Les principales raisons de l'émigration sont les difficultés économiques, le chômage et le niveau de vie relativement bas par rapport aux autres pays de l'UE (Simons, 2021).

La pénurie de spécialistes qualifiés dans les secteurs clés entrave le progrès technologique. Les flux migratoires provoquent également des tensions sociales et des conflits interethniques [3].

Dans ces conditions, la croissance démographique devient particulièrement importante pour assurer le développement durable des États baltes. L'augmentation des ressources en main-d'œuvre contribuera à la croissance économique, le rajeunissement de la pyramide des âges réduira la charge pesant sur le système de retraite, l'expansion du marché intérieur de la consommation stimulera l'activité commerciale. En outre, la croissance de la population renforcera le potentiel démographique et géopolitique du pays [4, 5].

Pour analyser les processus migratoires dans l'UE et les États baltes, il est important de passer en revue la législation européenne dans ce domaine.

Le principe de la libre circulation des travailleurs fait partie des quatre libertés fondamentales de l'Union européenne. En vertu de ce principe, tout citoyen d'un État membre de l'UE a le droit de vivre et de travailler dans un autre État membre [14].

L'élargissement de l'UE vers l'Est a entraîné une mobilité accrue de la main-d'œuvre au sein de l'Union européenne. La migration interne dans l'Union européenne est un phénomène socio-économique complexe causé par divers facteurs. Les migrations internes dans l'UE sont motivées par les différences interrégionales en matière de salaires et de taux d'emploi. Les individus cherchent à maximiser leur utilité en quittant des régions à faible revenu pour des régions où les salaires sont plus élevés et les possibilités d'emploi meilleures. Les flux migratoires ont un impact sur le développement socio-économique des régions donatrices et réceptrices, ce qui nécessite l'élaboration de politiques coordonnées au niveau de l'UE.

Afin d'analyser les raisons de la fuite de la population d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, nous examinerons les indicateurs suivants à différentes périodes : population, PIB, population urbaine, taux de chômage et solde migratoire. Les indicateurs ci-dessus seront également pris en compte pour l'UE.

Dans les trois pays étudiés, une tendance peut être distinguée : avant de quitter l'URSS, il y a eu une croissance régulière de la population, qui peut être expliquée du point de vue de la théorie démographique et des particularités du développement socio-économique de la région sous le système soviétique. Cependant, avec l'indépendance, les pays ont entamé un processus de déclin démographique depuis les années 1990. L'un des principaux facteurs contribuant à ce phénomène est la différence significative de niveau de développement économique et de bien-être

entre les États baltes et les autres États membres de l'UE. Après l'intégration dans l'espace européen commun, les citoyens d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie ont pu se déplacer et travailler librement dans l'ensemble de l'UE. Cela a entraîné une migration massive de la main-d'œuvre vers des pays plus développés et économiquement stables tels que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France, où le niveau de rémunération et les garanties sociales étaient bien plus élevés que dans les États baltes [7].

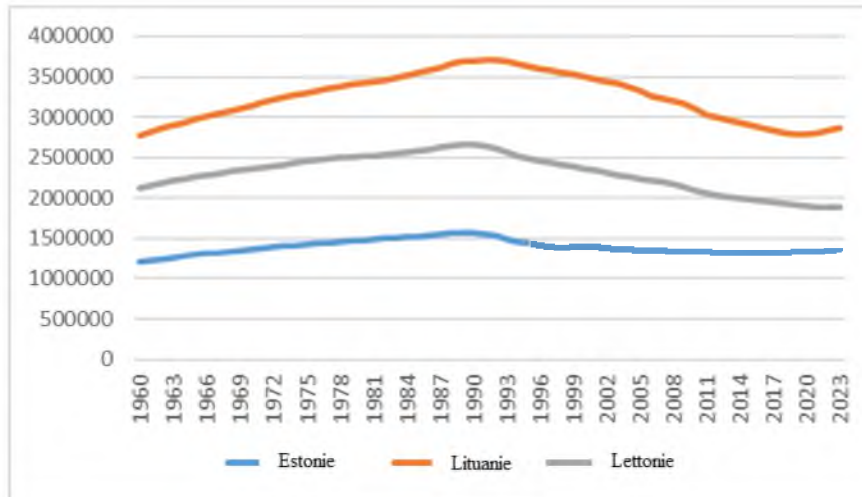


Figure 1. Population en Estonie, Lituanie et Lettonie, 1960-2023, personnes

Source : <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?end=2023&locations=EE-LV-LT&skipRedirection=true&start=1960&view=chart>

Dans le même temps, l'UE a connu une croissance démographique régulière de 1960 à 2023, sans aucune anomalie dans le graphique. L'un des principaux facteurs contribuant à la croissance démographique de l'UE est l'élargissement de l'Union par l'adhésion de nouveaux États membres. Par exemple, entre 2004 et 2013, 13 pays d'Europe centrale et orientale et de la région méditerranéenne ont rejoint l'UE. Cet élargissement a entraîné une augmentation de la population de l'UE de plus de 100 millions de personnes. Cette croissance démographique est due, entre autres, au solde migratoire positif sur ce territoire [9, 10, 11].

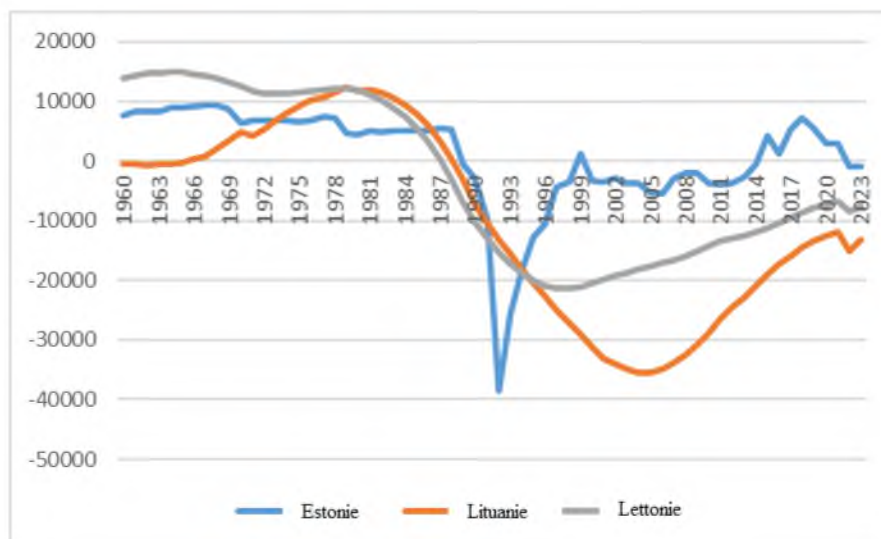


Figure 2. Solde migratoire en Estonie, Lituanie et Lettonie, 1960-2023, personnes

Source : <https://data.worldbank.org/indicator/SM.POP.NETM?locations=EE-LV-LT&skipRedirection=true>

Ce graphique présente de nombreuses anomalies. En faisant le lien avec la dynamique de la population dans les pays étudiés, nous pouvons conclure que pendant l'existence des États baltes au sein de l'URSS, ils ont connu une croissance migratoire positive, qui a entraîné une croissance de la population, mais qu'avec l'effondrement de l'URSS, le solde migratoire est devenu négatif dans les trois pays ; en Lettonie et en Lituanie, il l'est toujours à l'heure actuelle. En Estonie, cependant, un léger excédent est observé depuis 1999. Toutefois, l'UE affiche un excédent migratoire constant au cours de la période étudiée, en particulier la forte augmentation de cet indicateur en 2022, qui est probablement due à la crise ukrainienne.

Le solde migratoire positif est dû à la politique migratoire de l'UE à l'égard des migrants des pays en développement. Voici quelques-unes des principales positions de la Commission européenne sur cette question :

1. Protéger les demandeurs d'asile ;
2. assurer la sécurité des frontières extérieures de l'UE
3. garantir la libre circulation des personnes au sein de l'espace Schengen
4. Mieux organiser l'immigration légale ;
5. Une meilleure intégration des citoyens non européens dans la société européenne. [15]

Un document important de l'UE, l'Approche globale de la question des migrations et de la mobilité (AGMM), adopté par la Commission en 2011, définit un cadre commun pour les relations de l'Union avec les pays tiers dans le domaine des migrations. Elle s'articule autour de quatre thèmes : l'immigration légale et la mobilité, l'immigration clandestine et la traite des êtres humains, la protection internationale et les politiques d'asile, et l'optimisation de l'impact des migrations et de la mobilité sur le développement.

L'un des documents les plus importants dans ce domaine est le traité de Lisbonne. Voici un résumé des points clés concernant l'impact du traité de Lisbonne sur les migrations internes dans l'UE :

Le traité de Lisbonne a consacré quatre libertés fondamentales qui sont les « piliers » du marché unique de l'UE :

- a. Libre circulation des marchandises : les citoyens de l'UE peuvent circuler librement entre les États membres sans droits de douane ni autres restrictions.
- b. Libre circulation des services : les citoyens de l'UE ont le droit de fournir des services dans n'importe quel État membre et de recevoir des services de fournisseurs situés dans d'autres États membres.
- c. Libre circulation des capitaux : Les citoyens de l'UE peuvent librement transférer de l'argent, investir et effectuer des transactions financières entre les États membres.
- d. Libre circulation des personnes : Les citoyens de l'UE ont le droit de chercher un emploi, de travailler, de résider et de rester dans un autre État membre, même après l'achèvement de leur activité économique. [12]

Le traité de Lisbonne a introduit plusieurs changements qui ont influencé le développement de la législation européenne en matière d'immigration : le traité a étendu les compétences de l'UE dans les domaines de l'asile, de l'immigration et du contrôle des frontières. Le traité prévoit le passage du vote à l'unanimité au vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil des ministres et confère à la Charte des droits fondamentaux de l'UE une valeur juridique.

Le traité a renforcé le rôle du Parlement européen dans le processus législatif et a étendu la compétence de la Cour de justice de l'UE, ce qui a renforcé la responsabilité démocratique et le contrôle judiciaire.

Toutefois, le constat montre également que des tensions subsistent entre la souveraineté nationale et la poursuite de l'eupéanisation de la politique d'immigration et d'asile. La mise en œuvre des dispositions du traité de Lisbonne dans ce domaine n'est pas encore achevée [16].

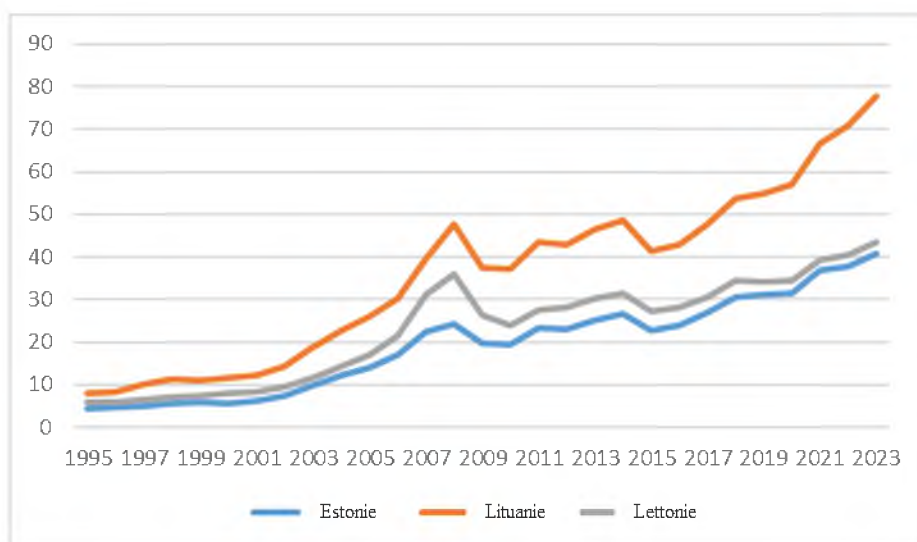


Figure 3. PIB de l'Estonie, de la Lituanie et de la Lettonie pour la période 1995-2023, en milliards d'USD

Source: <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=EE-LV-LT&skipRedirection=true>

Les États baltes ont connu une croissance du PIB sur la période allant de 1960 à 2023, avec quelques baisses en 2008, 2014 et 2020. Ces écarts par rapport à la tendance générale sont liés à la crise financière mondiale de 2008, à la situation politique tendue et à l'imposition de sanctions à la Russie en 2014, ainsi qu'à la pandémie de COVID-19 en 2020, qui est généralement conforme aux tendances mondiales.

Voici quelques-unes des principales raisons pour lesquelles les États baltes connaissent une croissance de leur PIB :

1. Après leur adhésion à l'UE en 2004, les États baltes ont eu accès au marché unique européen, ce qui a stimulé le commerce et l'investissement.

2. Les États baltes ont misé sur le développement du secteur des technologies de l'information, des télécommunications, de la biotechnologie et d'autres industries à forte intensité de connaissances.

3. La mise en œuvre de politiques visant à attirer les investissements étrangers dans les économies nationales, ce qui a donné lieu à la création de programmes : « Invest in Estonia », « Invest in Latvia », « Invest Lithuania » [6].

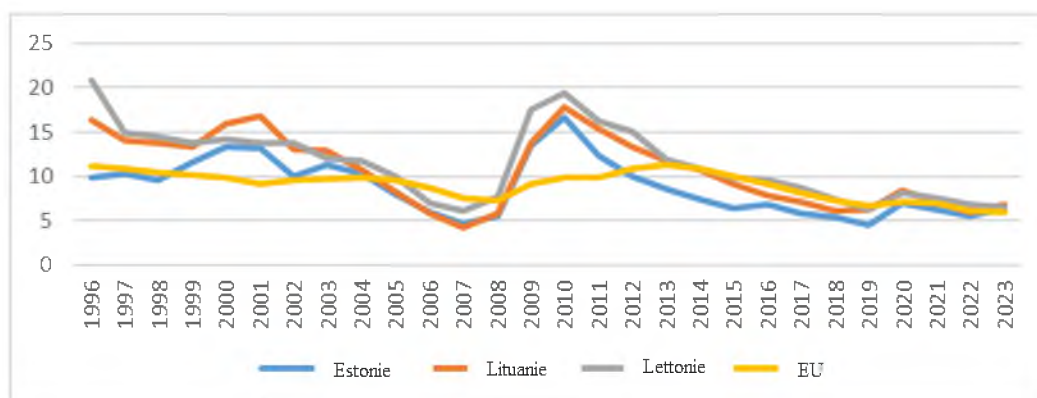


Figure 4. Taux de chômage en Estonie, Lituanie, Lettonie et dans l'UE, 1996-2023, en %.

Source: <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.NE.ZS?locations=EU&skipRedirection=true>

On peut observer des tendances générales dans la dynamique des taux de chômage dans les États baltes et dans l'UE, mais pour l'Union, les fluctuations des taux sont moins marquées, ce qui s'explique par la taille plus importante de l'économie de l'UE et sa plus grande résilience.

Cependant, en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, une forte augmentation du taux de chômage a été observée pendant la crise de 2008 et la pandémie de COVID-19 ; dans les pays étudiés, le taux de chômage diminue progressivement depuis 1996, ce qui ne peut toutefois pas être considéré comme une confirmation claire de la mise en œuvre de politiques économiques efficaces [1].

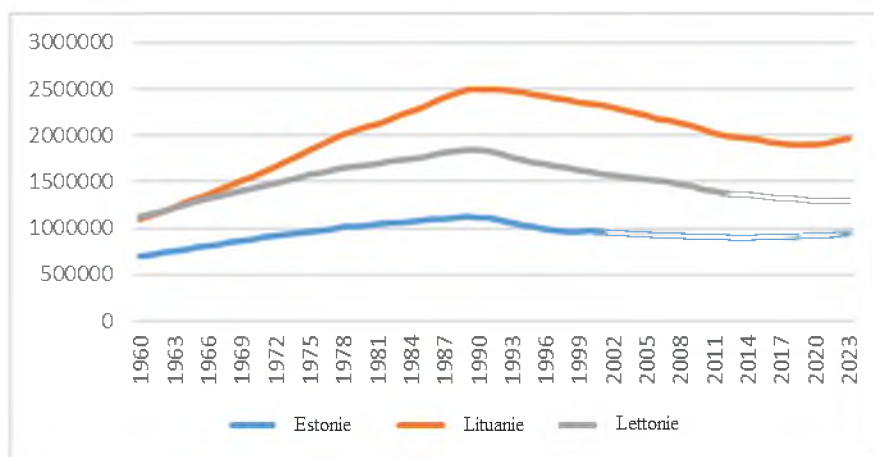


Figure 5. Population urbaine en Estonie, Lituanie et Lettonie, 1960-2023, personnes

Source: <https://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.TOTL?locations=EE-LV-LT&skipRedirection=true>

Le nombre de la population urbaine dans les pays baltes montre une tendance similaire à la dynamique de la population pour la même période : avant que les pays ne quittent l'URSS, la croissance de la population urbaine était notable, mais après l'effondrement de l'Union soviétique, la population urbaine des pays a diminué et continue de diminuer.

Pour le développement du pays, il est très important d'augmenter le nombre de la population urbaine, les villes sont des moteurs du développement économique, concentrent l'activité d'innovation, qui à son tour contribue à la croissance des indicateurs socio-économiques, ce qui affecte directement l'exode de la population du pays [13].

La forte densité de population dans les villes réduit les coûts associés à l'échange de biens, de services et d'informations. Cela stimule le développement de la coopération, la spécialisation et la diversification des activités économiques, ce qui accroît la compétitivité des agglomérations urbaines.

La concentration de la population dans les villes contribue à la formation d'infrastructures développées, y compris les réseaux de transport, les systèmes de communication, l'approvisionnement en énergie et les services sociaux. Cela crée des conditions favorables pour faire des affaires et améliore la qualité de vie de la population, tout en créant un certain cercle vicieux : en raison du manque de conditions préalables à l'amélioration du niveau de vie dans les pays baltes, la population migre vers les pays les plus développés de l'UE, le déclin de la population, y compris de la population urbaine, aggrave encore la situation.

Depuis l'effondrement de l'URSS en 1991, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie connaissent une tendance unique : une forte baisse de la population. La population de ces pays vieillit et migre en masse vers des pays plus développés. La situation s'est aggravée depuis l'adhésion des pays à l'UE en 2004, qui a ouvert des perspectives pour la population de se déplacer facilement vers les pays et les villes les plus développés de l'UE. Dans le même temps, les États baltes ont augmenté leur taux de croissance du PIB en raison de leur adhésion à l'UE, ce qui n'a toutefois pas permis d'enrayer le déclin de la population. On peut en conclure que ces pays sont largement dépendants de l'UE et des investissements dans leurs économies nationales. [1]

Il convient d'accorder une attention particulière au problème de la perte de population urbaine dans les pays étudiés. La population urbaine est un moteur du développement économique et du renforcement de l'État. Le processus d'urbanisation a toujours accompagné la croissance économique. Malgré les tentatives des gouvernements des pays baltes d'accélérer la croissance des économies nationales, la faible part de la population urbaine peut y faire obstacle. Après tout, c'est dans les villes que les emplois sont créés et que la majeure partie du PIB des pays est produite. L'une des tâches les plus importantes des gouvernements de ces pays est d'augmenter la part de la population urbaine en améliorant les indicateurs socio-économiques de base afin d'attirer la population. Il est également important de réduire au moins le taux de déclin de la population, ce qui peut être réalisé en créant des programmes d'intégration attrayants pour les migrants [7].

Dans le contexte du vieillissement des populations autochtones dans les pays et de la pression croissante sur les budgets nationaux, il est conseillé de mettre en œuvre des politiques visant à promouvoir la procréation afin de réduire l'impact du problème de la population « âgée ». Cette politique devrait comprendre un ensemble de mesures visant à créer des conditions favorables aux familles avec enfants, notamment des logements abordables, des soins de santé et une éducation de qualité, ainsi qu'un soutien financier. À l'heure actuelle, les États baltes ne disposent pas de politiques spécifiques pour attirer les migrants et augmenter le taux de natalité. Un élément de cette politique peut être noté les mesures visant à développer des secteurs économiques innovants dans les capitales et à augmenter le niveau de vie de leurs habitants [8].

Littérature

1. World science report, 1998, p. 121-128, illus. [Электронный ресурс] <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000112722> (дата обращения 13.07.2024).
2. Simons, Annalise (2021) "Variations in Migration in the Baltic States," Claremont-UC Undergraduate Research Conference on the European Union: Vol. 2021, Article 9. DOI: 10.5642/urceu.202101.09
3. Lukić, T., Dunjić, J., Đerčan, B., Solarević, M., & Božić, S. (2019). Population situation and trends in Baltic countries. Zbornik radova-Geografski fakultet Univerziteta u Beogradu, (67-1), 5-14.
4. PRB [Электронный ресурс] <https://www.prb.org/resources/the-baltics-demographic-challenges-and-independence/> (дата обращения 13.07.2024).
5. Berzins, A. and Zvidrins, P. (2011) "Depopulation in the Baltic States", *Lithuanian Journal of Statistics*, 50(1), pp. 39–48. doi:10.15388/LJS.2011.13931.
6. EESC [Электронный ресурс] <https://www.eesc.europa.eu/sites/default/files/resources/docs/qe-30-12-149-en-c.pdf> (дата обращения 13.07.2024).
7. Engbersen, G. and J. Jansen (2013), "Emigration from the Baltic States: Economic impact and policy implications", in *Coping with Emigration in Baltic and East European Countries*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264204928-4-en>.
8. La diaspora, i., intérieure, u. E. D. P., les russes, d. L. É. P., le thème diasporique, e. S. L., de, e. D. D. E. P., patrie, l., ... & les salaires, n. D. E. B. (2008). Est-ouest. Revue d'études comparatives est-ouest, 39(1).
9. Céline Bayou, « L'angoisse de la disparition : regard sur le paradoxe identitaire balte », Nordiques [En ligne], 40 | 2021, mis en ligne le 02 mai 2021, consulté le 14 juillet 2024.
10. Berzins, A. and Zvidrins, P. (2011) "Depopuliacija Baltijos šalyse", *Lietuvos statistikos darbai*, 50(1), pp. 39–48. doi:10.15388/LJS.2011.13931.
11. Migration and asylum [Электронный ресурс] https://commission.europa.eu/topics/migration-and-asylum_en (дата обращения 13.07.2024).
12. Law [Электронный ресурс] <https://eur-lex.europa.eu/browse/summaries.html> (дата обращения 13.07.2024).
13. Bräuninger, Dieter (2011), Arbeitskräftemobilität in der Eurozone. Deutsche Bank Research, Beiträge zur europäischen Integration, EU-Monitor, No. 85, 10 August.

14. The EU values [Электронный ресурс] <https://ec.europa.eu/component-library/eu/about/eu-values/> (дата обращения 13.07.2024).
15. Fundamental rights [Электронный ресурс] <https://www.citizensinformation.ie/en/government-in-ireland/european-government/eu-law/charter-of-fundamental-rights/> (дата обращения 13.07.2024).
16. Lisbon Treaty [Электронный ресурс] https://home-affairs.ec.europa.eu/networks/european-migration-network-emn/emn-asylum-and-migration-glossary/glossary/lisbon-treaty_en (дата обращения 13.07.2024).

УДК 338

ИННОВАЦИОННОЕ РАЗВИТИЕ ТЕРРИТОРИЙ: ВОЗМОЖНОСТИ ГОСУДАРСТВЕННО-ЧАСТНОГО ПАРТНЕРСТВА

С.С. Рыбаков

Г. Белгород, Россия

Белгородский государственный
Национальный исследовательский университет

Е.П. Дружникова

Г. Белгород, Россия

Белгородский государственный
Национальный исследовательский университет

В статье рассмотрены возможности государственно-частного партнерства (ГЧП) в инновационном развитии территорий. Автор анализирует преимущества модели ГЧП для привлечения инвестиций, улучшения инфраструктуры и внедрения инноваций в социально-экономические системы различных уровней. Подчеркивается важность активизации ГЧП в условиях ограниченного бюджетного финансирования.

Ключевые слова: *государственно-частное партнерство, инвестиции, инновации, инфраструктура, развитие, экономика*

INNOVATIVE DEVELOPMENT OF TERRITORIES THE POSSIBILITIES OF PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIP

S.S. Rybakov

Belgorod, Russia

Belgorod National Research University

E.P. Druzhnikova

Belgorod, Russia

Belgorod National Research University

The article considers the possibilities of public-private partnership (PPP) in the innovative development of territories. The author analyzes the advantages of the PPP model for attracting investments, improving infrastructure and introducing innovations into socio-economic systems at various levels. The importance of activating PPP in conditions of limited budget financing is emphasized.

Keywords: *public-private partnership, investments, innovations, infrastructure, development, economy*

Современная система понимания государственного управления подчеркивает растущую необходимость участия частного сектора в решении многогранных социальных задач в различных регионах и муниципалитетах. В условиях ограниченных финансовых ресурсов руководители как на государственном, так и на местном уровнях все активнее выступают за государственно-частное партнерство (ГЧП) в качестве жизнеспособной